

MAJORITÉ DÉPARTEMENTALE

ENSEMBLE POUR L'ESSONNE

Héritage socialiste : un Département au bord de la faillite

Sur la base des comptes administratifs (votés par l'ancienne majorité de 1998 à 2014), l'audit du cabinet indépendant Klopfer fait apparaître que l'endettement du département a été multiplié par 4,5 depuis 1998 pour tangenter le milliard d'euros en 2015. Durant la même période, l'endettement des autres départements n'a été multiplié "que" par 1,5. Pire, à partir de 2010-2011 (arrivée de Jérôme Guedj à la présidence), l'épargne brute du département s'est effondrée, signalant la dégradation inquiétante des comptes publics. Mais l'audit fait surtout apparaître que l'ancienne majorité repoussait d'année en année des dépenses pudiquement qualifiées de "non rattachées" qui atteindront en fin d'année 108 millions d'euros. Cette pratique de "cavalerie budgétaire" entraîne de fait une dégradation considérable des équilibres budgétaires et un accroissement critique de l'encours réel de dette. Cet endettement caché dépasse l'épargne brute, de sorte qu'il est aujourd'hui techniquement impossible de présenter un budget en équilibre, conforme aux règles comptables.

Cette situation est la conséquence de l'accumulation de la sous-évaluation systématique et délibérée des charges de fonctionnement annuelles, et de l'accélération de ce processus à partir de 2010.

La sincérité du budget en question

Si les comptes du Département avaient présenté une image fidèle de la réalité, c'est-à-dire, si toutes les dépenses avaient été correctement rattachées, on aurait pu observer que :

- l'encours de dette a largement dépassé le milliard d'euros, faisant peser un risque sur la solvabilité du département,
- l'épargne brute serait très probablement apparue comme négative,
- le département aurait mécaniquement été mis en tutelle du préfet.

Un enjeu crucial pour les Essonniens

Un dirigeant d'entreprise qui agirait ainsi mettrait son entreprise en dépôt de bilan. D'ailleurs, le rapport Klopfer indique clairement que le département sera en situation de cessation de paiement fin 2016 si l'on ne redresse pas la barre.

Par ces mauvaises pratiques, la majorité précédente a mis le Département dans une situation dramatique :

- elle a anéanti notre capacité d'investissements,
- elle a fragilisé le financement du RSA,
- elle a cassé la dynamique de développement du département et mis en question les projets sur les transports,
- elle a mis en danger nos services publics départementaux,
- elle a obéré l'entretien du patrimoine et la politique culturelle.

Nous avons 100 jours pour sauver l'Essonne de la mise sous tutelle du préfet.

Dans ce contexte grave, la majorité a décidé de rendre la parole aux Essonniens au travers des premières assises départementales. Leur mission consistera à dégager les priorités et à fixer des perspectives pour sortir notre département de l'ornière.

Notre mobilisation est totale, nous comptons sur vous, c'est-à-dire sur tous les Essonniens, car nous ne réussirons pas sans vous.

GRUPE ENSEMBLE POUR L'ESSONNE / 01 60 91 90 52

Jérôme BÉRENGER, Michel BOURNAT, Dany BOYER, Guy CROSNIER, Laure DARCOÛS, Serge DASSAULT, François DUROVRAÛ, Dominique ÉCHAROUX, Sandrine GELOT-RATEAU, Aurélie GROS, Patrick IMBERT, Éric MÉHLHORN, Caroline PARÂTRE, Pascal PICARD, Nicole POINSOT, Claude PONS, Sophie RIGAUULT, Christine RODIER, Alexandre TOUZET, Georges TRON, Caroline VARIN, Brigitte VERMILLET.

UDI, MODEM ET NON-INSCRITS

Un budget contraint

La gestion financière hasardeuse de l'ancienne majorité départementale plombe désormais le budget, car nombre de factures, impayées, furent cachées et relayées aux calendes grecques. La marge de manœuvre est étroite, mais les élus UDI-MODEM-Non Inscrits, au sein de la majorité, relèveront ce défi. Nous proposerons des mesures de justice sociale, d'efficacité du service rendu et de sérieux budgétaire. Pour vous, nous réussirons.

GRUPE UDI, MODEM ET NON-INSCRITS / 01 60 91 90 67

Dominique BOUGRAUD, Marie-Claire CHAMBARET, Sylvie GIBERT, Nicolas MEARY.

CITOYENS POUR L'ESSONNE

L'Essonne accueillante

La rentrée 2015 est marquée par le drame des réfugiés venus des pays en guerre. Les Essonniens savent se montrer généreux en de pareilles circonstances. Mais il appartient à l'État d'organiser et de coordonner l'accueil de ces personnes sous toutes ses formes : hébergement, apprentissage de la langue, scolarisation adaptée, formation, accès à l'emploi. Les collectivités et les habitants de l'Essonne ont besoin d'informations précises dans tous ces domaines.

GRUPE CITOYENS POUR L'ESSONNE / 01 60 91 90 62

Olivier CLODONG, Dominique FONTENAILLE, Françoise MARHUENDA, Martine SUREAU.